

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juillet 2023

ORIENTATION ET PROGRAMMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE 2023-2027 - (N° 1440)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

SOUS-AMENDEMENT

N ° 1483

présenté par

Mme Untermaier, M. Saulignac, Mme Karamanli, M. Vicot, M. Aviragnet, M. Baptiste, Mme Battistel, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, Mme Thomin, M. Vallaud et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

à l'amendement n° 1258 de M. Terlier

ARTICLE 19

I. – À l'alinéa 6, après le mot :

« fiscale »

insérer les mots :

« et environnementale ».

II. – En conséquence, à la fin de l'alinéa 11, substituer aux mots :

« aux règles applicables en matière financière, fiscale ou de concurrence faisant l'objet de la procédure administrative »

les mots :

« faisant l'objet de ladite procédure administrative ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe socialistes et apparentés vise à limiter le champ de la confidentialité dont bénéficieront les juristes d'entreprises.

L'amendement n°1258 tend à rendre confidentielles les consultations des juristes d'entreprise, telles qu'il les définit.

Le V de cet amendement prévoit que la confidentialité ne s'étend pas aux consultations en matière fiscale.

Le présent sous-amendement tend à étendre cette exception aux consultations en matière environnementale.

Le principe même de la confidentialité pour les consultations des juristes d'entreprise est déjà problématique en tant que telle mais il convient d'exclure évidemment la matière environnementale.

En effet, cette matière justifie par elle-même toute la rigueur de la transparence.

Tel est le sens de cet amendement.